

# Le Copa-Cogeca participe au lancement de la plateforme européenne sur les grands carnivores

**Le Copa-Cogeca est l'une des huit organisations européennes de parties prenantes qui ont signé aujourd'hui un accord pour participer à cette plateforme initiée par la Commission. Elle a pour but de faciliter le dialogue entre les participants afin de résoudre les conflits issus de la présence des grands carnivores que sont le loup, l'ours brun, le lynx d'Eurasie et le glouton.**

Le Copa-Cogeca a mis en avant à l'occasion du lancement de la plateforme européenne sur les grands carnivores la nécessité de trouver des solutions adéquates pour aborder les préoccupations des éleveurs et les difficultés qu'ils rencontrent, notamment au vu du nombre croissant d'attaques de grands carnivores.

M. Emmanuel Coste, Président du groupe de travail « Ovins » du Copa-Cogeca, a souligné : *« De plus en plus d'éleveurs ovins, même ceux qui ont mis en place des mesures de protection, ont des animaux tués par les grands carnivores. Le nombre d'attaques, en particulier visant des ovins, augmente rapidement, ce qui engendre de graves pertes en termes de production et par conséquent de revenu. Cela dissuade les jeunes agriculteurs de reprendre les exploitations, conduisant ainsi à l'abandon d'importantes zones de pâturage et à la réduction accrue d'une précieuse biodiversité. Les mesures actuelles de protection sont très coûteuses et ne sont pas suffisamment efficaces. Les loups cherchant des proies faciles attaquent même durant la journée, car ils n'ont plus peur des humains et se rapprochent des exploitations agricoles, des foyers et même des villes. C'est pourquoi les paiements compensatoires ne peuvent plus être la seule solution ».*

Pekka Pesonen, Secrétaire général du Copa-Cogeca, a pour sa part ajouté : *« Nous sommes fermement convaincus du fait qu'il est indispensable d'écouter la voix et les préoccupations des populations locales, notamment des agriculteurs, avant de prendre des décisions de gestion relatives à cette question hautement sensible. Nous nous sommes engagés dans ce dialogue structuré car nous sommes persuadés qu'il est possible d'améliorer la situation pour les habitants des zones rurales. Nous ne pouvons en aucun cas accepter que les coûts découlant de la présence de grands carnivores ne menacent les ressources des agriculteurs. Les aspects sociaux, traditionnels et psychologiques doivent également être pris en considération afin que la communauté agricole et la population rurale puissent vivre à la campagne sans devoir craindre que les prédateurs ne présentent un risque pour leurs activités, leurs animaux domestiques ou leurs familles ».*

*« Nous respectons la législation en place, mais compte tenu de la dynamique de la population de grands carnivores ainsi que de l'élargissement de l'UE, nous sommes d'avis qu'elle ne correspond plus à la réalité », a-t-il conclu.*

Source : Communiqué de presse du 11 juin 2014